

PREMIERE JOURNEE MAROCO-ALLEMANDE DE L'ENERGIE " REUSSIR LA TRANSITION ENERGETIQUE ENSEMBLE"

L'importance d'une vision de long-terme et d'une approche holistique

28 SEPTEMBRE 2017

La transition énergétique est "l'un des vecteurs de la nécessaire **transition écologique**, voire de la **transition économique** qui nous amènerait collectivement vers des modes de production et de consommation plus propres et plus respectueux de **l'équilibre intra et intergénérationnel**¹".

Ce concept renvoie aussi "à l'idée du passage d'une société fondée sur la consommation d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz, mais aussi uranium), dont les premières sont fortement émettrices de gaz à effet de serre, **vers une société énergétiquement plus sobre**, intégrant une part croissante d'énergies renouvelables dans son bouquet énergétique²".

Il s'agit, en effet, d'un "**nouveau business model moins consommateur d'énergie fossile et intégrant davantage d'énergie durable**. Les bouquets énergétiques des Etats, sont alors plus diversifiés. **La consommation et la demande d'énergie seront plus maîtrisées**³".

Après quelques définitions de la transition énergétique, l'intervention sera articulée autour des trois points suivants :

- La transition énergétique en tant que question globale, nécessitant une approche multidimensionnelle.
- L'intérêt d'une vision de long terme.
- L'importance de mettre la dimension régionale au cœur de la transition énergétique dans le cas du Maroc

¹ Institut de la francophonie pour le développement durable. Transition énergétique : connaitre et partager pour agir. 2016. En ligne : [http://energies2050.org/wp-content/uploads/2017/01/Guide_de_la_transition_energetique.pdf].

² France. Assemblée nationale et Sénat. Transition énergétique à l'aune de l'innovation et de la décentralisation. 2014. En ligne : [<http://www.senat.fr/rap/r12-838/r12-8381.pdf>].

³ Schumker Mèrenne, Bernadette. Géographie de l'énergie. 2011.

La transition énergétique : une question globale nécessitant une approche multidimensionnelle

La transition énergétique est une problématique globale. La prise de conscience des limites du modèle énergétique actuel a favorisé l'émergence d'un débat international sur cette question et dans lequel l'ensemble des pays est impliqué.

La transition énergétique n'est pas un phénomène isolé, mais plutôt une question transversale. Les secteurs économiques ont besoin, dans leur ensemble, d'énergie. Néanmoins, les motivations et les objectifs diffèrent d'un pays à un autre.

Les enjeux relatifs à la transition énergétique ne peuvent être relevés que collectivement. Ils sont d'ordre géopolitique, économique, financier et social :

- **Les enjeux géopolitiques** sont liés, d'une part, à la concentration des ressources énergétiques d'origine fossile dans les zones de conflit et les régions instables et, d'autre part, aux transformations à l'œuvre à l'échelle du marché énergétique en faveur d'une plus grande décentralisation régionale : les nouveaux acteurs opérant dans la branche des énergies renouvelables cherchent à se positionner et à influencer la gouvernance du secteur de l'énergie dans sa globalité.
- **Les enjeux économiques** diffèrent selon le profil énergétique des pays. Quand l'énergie est chère, les économies des pays importateurs se trouvent dans l'obligation de supporter une facture énergétique élevée qui absorbe une partie plus ou moins importante de leurs exportations. Dans le cas d'une conjoncture internationale basse, les pays dépendant dans une forte proportion des exportations d'énergies fossiles, sont amenés à opérer des politiques économiques restrictives, au détriment de l'investissement en général et de celui dans les énergies renouvelables et aux dépens du respect de leur engagement écologique.
- **Les enjeux financiers** se rapportent à la nécessité de promouvoir des modes de financement nouveaux et innovants, particulièrement pour l'acquisition de technologies qui n'ont pas encore atteint la maturité requise.
- **Les enjeux sociaux** concernent le déficit d'accès à une énergie moderne et propre dans les pays en développement, notamment, en Afrique subsaharienne et qui constitue un obstacle à l'amélioration des conditions de vie des populations. Pour les pays développés, le principal enjeu est celui de la précarité énergétique, en liaison avec la montée du chômage et le niveau relativement élevé des prix intérieurs de l'énergie.

Les considérations précédentes font que la question de la transition énergétique ne peut être abordée que selon une approche holistique afin d'en cerner toutes les dimensions :

- L'approche holistique permet de traiter la question étudiée comme un tout sans s'intéresser à ses parties. Il s'agit de présenter la problématique générale dans sa globalité. Elle met en évidence les interactions et les interdépendances, de sorte à éclairer la situation du présent et les défis de l'avenir sans perdre de vue la richesse de la complexité.
- Le recours au mind mapping permet de faciliter cet exercice, en représentant graphiquement les idées et les relations entre ces dernières. C'est un moyen de réfléchir de manière innovante, comparativement aux méthodes traditionnelles. L'information abondante est, ainsi, mieux organisée et synthétisée (voir le mind map en annexe).

L'intérêt d'une vision de long terme

Préparer le futur permet de maîtriser la transition énergétique et de décoder la complexité à tous les niveaux. L'objectif principal est d'étudier l'évolution du contexte énergétique en vue de saisir les opportunités, d'anticiper les risques et de se préparer aux menaces. Une vision cohérente et sur la durée est essentielle pour renforcer les capacités des pays à mieux s'adapter aux mutations structurelles que la transition énergétique induit et le cas échéant, pour prendre des décisions difficiles, mais inévitables.

Pour réussir la transition énergétique, chaque pays devrait disposer d'une vision stratégique à l'horizon 2040-2050 qui prendrait en compte les enjeux précédemment identifiés ainsi que les engagements dans le cadre, notamment, de la lutte contre le changement climatique. La fixation d'un cap lointain se justifie par le fait que l'horizon 2030 est suffisamment proche et n'offre pas de marges de manœuvre suffisantes pour réunir les conditions d'une économie sobre en carbone. D'ailleurs, une part importante du scénario à l'horizon 2030 est déjà dessinée et que *les coups partis* sont actés sur le plan des choix technologiques, des accords commerciaux ou des engagements internationaux.

Pour rendre opérationnelle la vision stratégique de long terme, il faudrait la décliner finement en plans décennaux, de manière à procéder aux réajustements nécessaires selon l'évolution des technologies et/ou les transformations du marché mondial de l'énergie.

Pour mener à bon terme la transition énergétique, il faudrait :

- accorder autant d'intérêt au volet économique et industriel qu'à la recherche scientifique et technologique et à la formation des compétences humaines,
- mener une stratégie à double détente avec une composante "Production" où les énergies renouvelables occupent de plus en plus une place de choix et une composante "Maîtrise de la consommation" où l'efficacité énergétique joue un rôle majeur,
- favoriser une appropriation collective des choix stratégiques par les acteurs institutionnels concernés en clarifiant, au préalable, leurs missions respectives. La coordination des actions d'une multitude d'organismes opérant dans le secteur énergétique devrait être impérativement renforcée,
- mettre en place un dispositif institutionnel de régulation en vue de garantir le libre jeu de la concurrence et un accès sans entrave aux infrastructures de transport et de distribution,
- opter pour un dispositif juridique malléable qui s'ajuste au fur et à mesure afin de soutenir et d'accélérer le rythme de réalisation des objectifs de la transition énergétique, particulièrement le cadre légal, relatif aux énergies renouvelables,
- réfléchir à un dispositif financier qui garantit les prix de rachat de l'électricité pendant une longue période, tout en évitant que les énergies renouvelables ne soient un lourd fardeau financier pour les finances publiques.
- trouver un consensus qui permettrait de faire accepter les décisions difficiles et impopulaires, telles que l'augmentation des prix de l'énergie et convaincre les populations que l'efficacité énergétique et le développement durable sont favorables à la croissance économique et à la création d'emplois.

Mettre la dimension régionale au cœur de la transition énergétique du Maroc

Au-delà de la dimension nationale, la politique énergétique du Maroc devrait viser un nouvel horizon : celui de 2040 et revêtir une dimension régionale, eu égard au retour du Maroc à l'Union africaine et à son adhésion prochaine à la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest. Ces nouvelles données vont bouleverser le paysage énergétique national et lui ouvrir des perspectives d'avenir, à l'aune de la réalisation du gazoduc entre le Nigéria et le Maroc.

Le Maroc devrait tenir compte, dans sa stratégie, des développements majeurs que connaît la demande énergétique en Afrique ainsi que de l'évolution des politiques énergétiques des pays voisins.

Enfin, le Maroc devrait capitaliser sur ses avancées dans le domaine du développement des énergies renouvelables en vue de se positionner sur le marché africain, dans le cadre de la coopération triangulaire.